



Wallonie



Service public  
de Wallonie

13 AVR. 2011 12:50

MRW DGATLP CHARLEROI 071/654977

N° 145

P. 1

DG04

MRW DGATLP CHARLEROI

Direction de HAIRAUT II

Rue de l'Écluse 22  
B-6000 CHARLEROI  
Tél. : 071 65 48 80  
Fax : 071 65 49 77  
Enza.vinck@spw.wallonie.be  
Ligne directe : 071/65.49.41

BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA  
8, rue des Frères Wright

6041

GOSSELIES

Charleroi, le

04 AVR. 2011

Vos réf. :

Nos réf : F0414/52011/UCP3/2010/175//176872

Annexe : 1 arrêté de décision sur une demande de permis d'urbanisme

**OBJET : Permis d'urbanisme : Décision du fonctionnaire délégué**

Projet : **construction d'une vigie de contrôle en surplomb** du terminal existant de l'aéroport de Charleroi, rue des Frères Wright 8 - 6041 GOSSELIES

Mesdames, Messieurs,

Je vous prie de trouver, en annexe, la décision prise concernant la demande de permis d'urbanisme visée sous objet.

J'adresse par même courrier, copie de la présente décision au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Fonctionnaire délégué,

Raphaël STOKIS

— Directeur

Stéphanie MIRANDELLE

Attachée

Responsables de service : Sylvie ROCHEZ et Aurélie HOCHART, Attachées

Toute correspondance doit être adressée à l'attention de Monsieur le Fonctionnaire délégué précité.

LES DÉPARTEMENTS DU TRAVAIL, DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Rue des Brigades d'Irlande 1, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 24 05 • Fax : 081 33 24 42



Service public de Wallonie

DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE  
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE,  
DU LOGEMENT, DU PATRIMOINE ET DE L'ÉNERGIE  
Direction extérieure de HAINAUT II

ANNEXE 12 - FORMULAIRE GPERSONNES DE DROIT PUBLIC OU  
ACTES ET TRAVAUX D'UTILITE PUBLIQUEDECISION D'OCTROI DU PERMIS D'URBANISME

Nos réf.: F0414/52011/UCP3/2010/175//176872

Le Fonctionnaire délégué,

Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Patrimoine et de l'Energie en vigueur;

Vu le décret du 27 mai 2004 et l'arrêté du Gouvernement Wallon du 17 mars 2005 portant respectivement codification de la partie décrétable et de la partie réglementaire des dispositions du Livre 1<sup>er</sup> du Code du droit de l'environnement ;

Considérant que BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA a introduit une demande de permis d'urbanisme relative à un bien sis rue des Frères Wright 8 à 6041 GOSSELIES, cadastré Section C, n° 270 e, et ayant pour objet la construction d'une vigie de contrôle en surplomb du terminal existant de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande complète de permis a été adressée au Fonctionnaire délégué de la DIRECTION DU HAINAUT II de la Direction Générale opérationnelle - Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Energie, en date du 23/11/2010 ;

Considérant que selon les dispositions du plan de secteur de CHARLEROI, l'objet de la demande se situe en zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (Arrêté du 10/09/1979) ;

Considérant que l'objet de la demande se situe dans un périmètre de reconnaissance économique: Zone d'activité économique de l'Aéropôle approuvé par arrêté du 05/09/1991 (affectation: Artisanat et services) ;

Considérant que l'objet de la demande se situe dans le périmètre de servitude aéronautique ;

Considérant que l'objet de la demande se situe sur la courbe de bruit B' de 65 db du plan de développement à long terme de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que la demande de permis comprend une notice d'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Considérant que conformément à l'article D.68 §1<sup>er</sup> du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'autorité qui a apprécié la recevabilité et la complétude du dossier de demande de permis, a également procédé à l'examen des incidences probables du projet sur l'environnement au sens large, sur base des critères de sélection pertinents visés à l'article D.66 du livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Considérant qu'il résultait des caractéristiques du projet, de son impact sur l'environnement pris au sens large, de sa localisation, qu'il n'y avait pas lieu de requérir la réalisation d'une étude d'incidences du projet sur l'environnement, qu'en outre le dossier permet d'appréhender de manière adéquate et suffisante les divers impacts du projet ;

Considérant que le projet s'écarte du plan de secteur pour les motifs suivants : non conforme à la Zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel ;

Considérant que la demande de permis a été soumise aux mesures particulières de publicité conformément à l'article 127 §3 du C.W.A.T.U.P.E. ;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée du 28/12/2010 au 11/01/2011 et n'a donné lieu à aucune réclamation ;

Considérant toutefois que le demandeur n'a pas affiché l'annexe 25 sur le terrain concerné ; qu'il y a vice de procédure ;

Considérant qu'en date du 10/03/2011, la Ville de Charleroi a été sollicitée pour relancer l'enquête publique et à inviter le demandeur afin que l'affichage prévu soit effectué dans les plus brefs délais ;

Considérant qu'une nouvelle enquête a été réalisée du 14 au 28/03/2011 et n'a rencontré aucune réclamation ;

Considérant que l'avis du Collège communal de CHARLEROI, sollicité en date du 16/12/2010 est réputé favorable ;

Considérant que l'avis de BELGO CONTROL, sollicité en date du 16/12/2010 et réceptionné en date du 04/02/2011 est favorable conditionnel et ci-annexé ;

Considérant que l'avis du Service régional d'Incendie CHARLEROI, sollicité en date du 16/12/2010 et réceptionné en date du 15/02/2011 est favorable conditionnel et ci-annexé ;

Considérant que le projet consiste en la construction d'une vigie de contrôle sur le terminal existant de l'aéroport de Charleroi ;

Considérant que l'article 34 du Code précité stipule que la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel est destinée à recevoir les activités visées aux articles 30 et 30 bis et les activités agro-économiques de proximité, à l'exclusion des activités de vente au détail -- Décret du 30 avril 2009, art. 20, 2°. Son affectation est déterminée en fonction de la localisation de la zone, de son voisinage, des coûts et des besoins pour la région concernée, des infrastructures de transport existantes, tout en veillant à développer des potentialités en termes de multimodalité ainsi que des synergies avec les zones attenantes. Cette zone comporte un périmètre ou un dispositif d'isolement (, sauf pour la partie du périmètre qui se situe le long d'une infrastructure de communication utile à son développement économique ou lorsqu'un dispositif naturel ou artificiel, relevant du domaine public, constitue lui-même un périmètre ou un dispositif d'isolement suffisant -- Décret du 30 avril 2009, art. 20, 3° ;

Considérant que le projet n'est pas conforme à la destination générale de la zone susvisée ;

Considérant toutefois qu'il peut être fait application de l'article 127 §3 du Code précité stipulant que pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation obligatoire visée à l'article 4, alinéa 1er, 3°, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au § 1er, alinéa 1er, 1°, 2°, 4°, 5°, 7° et 8°, et qui soit respectent, soit structurent, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement – Décret du 20 septembre 2007, art. 16, 2° ;

Considérant que l'enquête publique a été réalisée selon le prescrit et n'a rencontrée aucune réclamation ; que le projet consiste plus précisément en la construction d'un local vigie, de structure métallique, qui sera posé sur une toiture existante et accolé à une paroi existante du terminal de l'aéroport; que ce local de dimension réduite (moins de 20 m²) est accessible par un petit couloir séparé du terminal par une porte de 2m de largeur; que le local est entour d'un "balcon - coursive" avec garde-corps accessible par la toiture et via des portes dans le couloir précité ; que de par ces caractéristiques, le projet respecte et renforce les lignes de force du paysage ; que le prescrit de l'article 127§3 se trouve dès lors respecté ; que le projet peut dès lors être autorisé ;

Au vu de ce qui précède;

### DECIDE

Article 1<sup>er</sup> : Le permis d'urbanisme sollicité par BRUSSELS SOUTH CHARLEROI AIRPORT SA est octroyé.

Le titulaire du permis devra :

- Exécuter les travaux conformément aux plans ci-annexés;
- Respecter l'avis du Service Régional d'Incendie ci-joint;
- L'usage d'une grue à cet endroit est très restrictif pour le bon fonctionnement de l'ILS Cat III. Dès lors, elle devra faire l'objet d'une demande séparée dans un délai de 2 mois avant le début des travaux au service Urbanisme de Belgcontrol;
- Sous réserve du respect et sans préjudice du droit des tiers.

Article 2 : Expédition de la présente décision est transmise au demandeur et au Collège communal de la commune de CHARLEROI.

Article 3 : Le titulaire du permis avertit, par lettre recommandée, le Collège communal et le Fonctionnaire délégué du commencement des travaux ou des actes permis, au moins huit jours avant d'entamer ces travaux ou ces actes.

Article 4 : Le présent permis ne dispense pas de l'obligation de solliciter les autorisations ou permis imposés par d'autres lois ou règlements.

A CHARLEROI, le  
Le fonctionnaire délégué

04 AVR. 2011



Raphaël STOKIS  
Directeur

Agent administratif : Enza VINCI, 1ère Graduée  
Responsables de service : Sylvie ROCHEZ et Aurélie HOCHART. Attachées.

Stéphanie MIRANDELLE  
Attachée